



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Assemblée plénière du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
Vendredi 18 février

Intervention de GERARD PIEL
Discussion groupée : Rapports 2 /3/ 4

Monsieur le président, Chers collègues,

Chômage, précarité, casse des services publics, déconfiture économique, crises sociale et écologique, régression démocratique, perte de tout sens éthique, voilà en quelques mots le contexte national dans lequel nous allons voter ce budget.

Plus de 4 millions de chômeurs, plusieurs millions de travailleurs précaires, des entreprises délocalisées par des patrons voyous, des millions de familles mal-logées, des millions d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté, les acquis de décennies de luttes dont le programme du CNR mis à mal, par un pouvoir autocratique, la violence sociale contre les plus pauvres, le mépris du peuple, le cynisme sans vergogne de ministres accapareurs. Voilà dans quel pays nous vivons, ce n'est ni la Tunisie ni l'Egypte mais la France, pays des droits de l'Homme et des Lumières.

Hôpital, justice, éducation nationale, culture, police, aucun service public n'est épargné : du démantèlement à la RGPP, c'est la grande braderie.

Depuis le grand mouvement social pour les retraites, il ne se passe pas une journée sans rassemblements, sans manifestations qui sont autant de moments de luttes et de solidarité : enseignants, postiers, travailleurs du port, Fralib, Netcacao, anti OGM, victimes de l'amiante ou du Mediator, magistrats, CRS...

Mais il ne se passe pas également une journée sans atteintes à la démocratie, sans intimidations et sans menaces pour ceux qui s'indignent et qui résistent à la politique du gouvernement et des actionnaires.

A cet égard, les lettres de convocation à un entretien préalable de licenciement envoyées à 25 marins de la SNCM en lutte contre le démantèlement programmé de leur compagnie sont symptomatiques d'une conception autoritaire du dialogue social dans notre pays qui oscille entre mépris des revendications des travailleurs, intimidations et chantage à l'emploi.

Ce contexte, c'est aussi celui des attaques contre les collectivités qui sont encore un des rares espaces de démocratie, en particulier les régions avec les réformes territoriales et fiscales qui ne poursuivent qu'un seul but, celui de briser notre système démocratique.

Tripatouillage électoral pour supprimer les régions et pour rogner leurs compétences, disparition programmée du pluralisme politique, prévarication fiscale pour insérer les régions dans un carcan financier ne sont que quelques exemples de la volonté du gouvernement de mettre au pas les collectivités territoriales.

70 millions d'euros, c'est ce que nous doit l'Etat ou plutôt le gouvernement pour 2011 cette somme intégrant le gel des dotations, le bouleversement fiscal ou encore la réduction des participations contractuelles et la non compensation intégrale de la décentralisation ...

Alors oui, face à ce matraquage antisocial et antidémocratique, élaborer un budget solidaire, ancré dans les réalités sociales, économiques et écologiques de notre région est un exercice particulièrement compliqué.

D'ailleurs, les représentants du MEDEF au CESERE ne s'y sont pas trompés en émettant un vote négatif traduisant un vote de classe sur ce budget.

Le groupe Front de gauche a pour sa part participé à toute son élaboration.

Il a porté le débat dans l'ensemble des départements de notre région, en allant à la rencontre des acteurs du mouvement social, du monde syndical, associatif et des citoyens afin de permettre l'élaboration la plus collective et la plus pertinente possible des propositions que nous avons par la suite défendues au sein de notre collectivité.

En ce sens, le budget qui nous est soumis aujourd'hui reflète la diversité de notre majorité et nous nous félicitons de retrouver une large partie des engagements pris collectivement pour le 2^e tour des élections régionales, engagements qui ont permis la victoire de la gauche dans notre région.

Je pense entre autres à :

- La création des 10 000 emplois par an
- La gratuité des TER et des LER pour tous les lycéens, étudiants, apprentis, jeunes en formation, stagiaires pour les trajets domicile/lieu d'étude, gratuité qui sera assortie à une réduction de 75% pour leurs autres déplacements ;
- La rénovation énergétique des logements sociaux ;
- La création de l'Espace Public Régional de l'Eau (EPRE) ;
- La création des maisons régionales de santé incluant, entre autres, la possibilité de labelliser les centres de santé mutualistes qui craignent aujourd'hui pour leur survie comme ils l'ont encore rappelé hier alors qu'ils manifestaient devant le siège de l'ARS.
- Le contrat social de mandature

Parce que nous avons poussé jusqu'au bout notre travail de concertation avec les habitants de notre région, nous vous proposons toutefois des amendements sur ce budget :

- Sur l'élargissement du public bénéficiaire de la tarification sociale de la restauration scolaire dans les lycées ;

- Sur le fléchage d'une ligne budgétaire pour les entreprises en difficulté y compris lorsqu'elles changent leur mode de gestion, et là, nous respectons collectivement nos engagements avec les salariés et les représentants syndicaux de Fralib et de Netcacao ;
- Sur la gratuité pour les mêmes publics que pour les TER et LER qui utilisent les Chemins de fer de Provence (CP).
- Sur la solidarité internationale avec le peuple équatorien à travers le projet Yasuni ITT.
- Sur le maintien et le développement de l'action régionale en matière d'assainissement et de traitement des eaux usées.

Enfin, nous présenterons un amendement en fin de séance sur le Contrat social et la mise en place d'un plan de « déprécarisation » des agents de la Région.

Vous le constatez, mes chers collègues, ces amendements vont dans le sens d'une bonification de ce budget.

Alors oui, ce n'est pas le programme du Front de Gauche,
 Oui la gratuité des TER, LER et CP n'est que partielle,
 Oui, nous regrettons l'absence de référence à l'industrie dans notre région,
 Oui, nous regrettons l'arrêt du développement des dessertes TER SNCF,
 Oui, nous sommes toujours opposés à l'OIN de Nice et au financement de l'extension du palais des festivals de Cannes,
 Oui, nous aurions souhaité que la Région arrête de financer certaines actions du gouvernement, des départements, ou des grandes villes qui sont contraires à notre programme et à nos valeurs et que le respect de la loi SRU soit plus radicalement encore une condition dans l'attribution des financements régionaux.

Oui, nous ne sommes pas satisfaits du budget de la culture en baisse par rapport à l'an dernier au moment où le pouvoir procède au démantèlement des politiques publiques de la culture et du ministère lui-même.

Nous serons également attentifs à l'évolution de nos politiques volontaristes : le sport et la vie associative notamment au moment où l'Etat met à mal ces secteurs en réduisant les financements et en stoppant les emplois aidés car la Région est souvent le dernier rempart pour beaucoup de ces structures.

Oui, des désaccords ont eu lieu dans notre groupe sur l'augmentation du tarif des cartes grises. Pour autant, il s'agit du seul levier fiscal dont nous disposons encore et nous entendons le chœur des associations, des clubs, des revues, des MJC en grande difficulté, alors oui, nous faisons confiance à notre intelligence collective pour ne pas les décevoir et utiliser l'argent public au mieux.

Je parle là de la majorité, évidemment !

Car nous sommes dans la majorité, nous y apportons notre spécificité, notre diversité, nos liens avec le mouvement social, avec le monde de la culture, du sport, de la vie associative, nos engagements dans les luttes et dans les collectifs.

Nous y apportons notre volonté d'élaboration collective de démocratie participative. Nous y apportons enfin notre exigence et nous assumons nos responsabilités.

Ce budget est un budget de résistance à la politique de Nicolas Sarkozy.

Avec l'emprunt contracté, il apporte des réponses aux questions liées aux compétences générales et aux politiques volontaristes.

Des engagements pris aux actions menées, il participe à la défense des services publics, au développement de l'emploi et de la formation, à la prise en compte des besoins des associations et des populations.

Il place l'emploi et la solidarité au cœur de la politique régionale.

Pour autant il ne répond qu'en partie à ce que porte le Front de Gauche et nous poursuivrons nos efforts pour leur prise en compte.

C'est donc naturellement qu'il appelle à l'intervention citoyenne pour le transformer en budget d'action et de développement.

Seul le prononcé fait foi.